

# Aide humanitaire : effets pervers de la lutte contre les effets pervers

Fabrice Weissman

2008

Le *Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) a été créé par Médecins sans frontières en 1999. Sa vocation : stimuler la réflexion critique sur les pratiques de l'association afin d'en améliorer l'action.

Le Crash réalise des études et analyses portant sur l'action de MSF dans son environnement immédiat. Elaborées à partir des cadres et de l'expérience de l'association, ces textes ne représentent pas la « ligne du parti » MSF, pas plus qu'ils ne cherchent à défendre une conception du « vrai humanitaire ». Leur ambition est au contraire de contribuer au débat sur les enjeux, contraintes, limites – et par conséquent dilemmes – de l'action humanitaire. Les critiques, remarques et suggestions sont plus que bienvenues, elles sont attendues.

The *Centre de reflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) was created by Médecins Sans Frontières in 1999. Its objective is to encourage debate and critical reflexion on the humanitarian practices of the association.

The Crash carries out in-depth studies and analyses of MSF's activities. This work is based on the framework and experience of the association. In no way, however, do these texts lay down the 'MSF party line', nor do they seek to defend the idea of 'true humanitarianism'. On the contrary, the objective is to contribute to debate on the challenges, constraints and limits –as well as the subsequent dilemmas- of humanitarian action. Any criticisms, remarks or suggestions are most welcome.

# Aide humanitaire : effets pervers de la lutte contre les effets pervers

Fabrice Weissman

Les camps du Darfour n'en finissent pas d'accueillir de nouveaux déplacés. Au 1<sup>er</sup> juillet 2008, le bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU estimait à 2,7 millions la population totale des camps, contre 1,8 million en 2005. Alors que le taux d'urbanisation du Darfour ne dépassait pas 15% il y a 15 ans, les des deux tiers de la population vivent aujourd'hui dans les villes ou dans les camps qui les entourent.

Cette urbanisation brutale se serait vraisemblablement accompagnée d'une catastrophe sanitaire de grande ampleur sans l'intervention des agences de secours de l'ONU, du CICR et des ONG humanitaires à partir de 2004. En 2007 et 2008 cependant, une remontée significative des taux de malnutrition infantile a été enregistrée dans de nombreux camps. L'une des raisons de cette détérioration est le refus du système de l'aide d'assister l'ensemble des nouveaux déplacés. Depuis 2007, le Programme alimentaire mondial distingue parmi les personnes qui continuent d'arriver dans les camps, les « déplacés » fuyant la guerre, des « migrants économiques » fuyant la misère. Désormais, seuls les « déplacés » ont droit à l'aide alimentaire.

Ce rationnement est justifié au nom de la lutte contre les effets pervers de l'aide. Comme beaucoup d'humanitaires, les responsables du PAM sont persuadés que l'afflux continu de déplacés s'explique autant, sinon plus, par l'abondance de l'aide à l'intérieur des camps que par la guerre à l'extérieur. Les nouveaux arrivants comprendraient une part significative de familles épargnées par le conflit mais préférant (par paresse ?) s'entasser à la périphérie des villes pour bénéficier d'une assistance gratuite. Le système humanitaire rendrait ainsi dépendantes des familles qui ne l'étaient pas, tout en accélérant un exode rural censé s'inscrire dans une campagne de « purification ethnique ».

Or, sauf à considérer que la misère est sans rapport avec la guerre, il est impossible de distinguer entre déplacés et migrants économiques. Et si l'aide humanitaire contribue à rendre les centres urbains plus attractifs, c'est avant tout au regard d'une situation misérable en zone rurale qui n'a cessé de se dégrader avec le conflit. Avant d'être attirés vers les villes et l'aide humanitaire, les villageois sont chassés des campagnes par la misère et l'insécurité, indissociablement mêlées. Trier entre « migrants économiques » et « déplacés » ne peut conduire qu'à priver arbitrairement de secours des personnes ayant abandonné leur terre.

Il ne va pas de soi de considérer l'aide humanitaire comme une entreprise d'ingénierie sociale chargée de rétablir les sociétés dans l'état où elles étaient avant la crise. L'histoire récente des conflits mozambicain, angolais, libérien et sierra-léonais, nous enseigne qu'à la différence des réfugiés la grande majorité des déplacés ne retournent pas « chez eux » à la fin des hostilités. La guerre n'est pas seulement une succession de crimes effroyables. C'est aussi un puissant accélérateur de transformation sociale que les humanitaires sont parfois tenus d'accompagner.